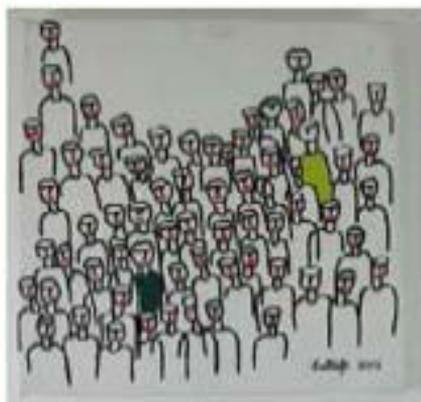


L'ENRÔLEMENT DES JEUNES DANS LES GROUPES ARMÉS AU CAMEROUN

Un projet de recherche-
action du réseau Service
Civil pour la Paix
au Cameroun



Sous la direction de :
Dynamique Mondiale des Jeunes
En collaboration avec :
Friedrich Ebert Stiftung
Service Civil pour la Paix /
Brot für die Welt
AJP CEDES Foumban
Saare Tabitha
Développement Sans Frontières

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**



**SAARE
TABITHA**



**Brot
für die Welt**

Paix pour le Monde -
Service pour le
Développement

**L'ENRÔLEMENT DES JEUNES
DANS LES GROUPES ARMÉS AU CAMEROUN**

Sous la direction de :
Dynamique Mondiale des Jeunes
En collaboration avec :
Friedrich Ebert Stiftung
Service Civil pour la Paix / Brot für die Welt
AJP CEDES Foumban
Saare Tabitha
Développement sans Frontières

L'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun

-

*Un projet de recherche-action du réseau
Service Civil pour la Paix au Cameroun*

Illustration de couverture : Tallafe - « L'histoire de Haddy » (tirée de la série « Hommage aux enfants-soldats ») - acrylique sur toile – France/Tchad – 2013. <http://tallafe.com>



Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit, à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung. La présente publication n'est pas destinée à la vente.

Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation réservés pour tous les pays.
© - by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2015.
Tél. 00 237 222 21 29 96 / 00 237 222 21 52 92
B.P. 11 939 Yaoundé / Fax : 00 237 222 21 52 74
E-mail : info@fes-kamerun.org
Site : <http://www.fes-kamerun.org>
Située Face Ambassade de Russie, Bastos.

ISBN 978 9956-0-9364-9

Avant-propos

L'idée de mener une étude sur l'enrôlement des jeunes camerounais dans des groupes armés a germé au cours d'un atelier organisé dans le cadre du réseau du Service civil pour la paix au Cameroun¹. En juin 2014 en effet, le Cameroun qui se retrouvait à la fois aux prises avec le groupe Boko Haram à l'Extrême-Nord, et en train de gérer la crise humanitaire et l'insécurité liées au conflit en République Centrafricaine dans la région de l'Est, se lançait ouvertement en guerre contre ses ennemis.

Dans ce contexte, les analyses partagées par les membres du réseau SCP étaient assez alarmantes notamment quant à la détérioration des liens entre les communautés sur l'ensemble du pays, à travers le développement de comportements stigmatisants, particulièrement à l'encontre des musulmans, ou

1. Le Service civil pour la paix (SCP) est un programme du ministère allemand de la Coopération (BMZ) qui vise à promouvoir la culture de la paix à travers le monde. Au Cameroun, ce programme est principalement mis en œuvre par deux organisations allemandes, AGEH et Brot für die Welt (Pain pour le Monde), à travers l'accompagnement de 29 organisations de la société civile. Ces organisations se sont organisées en un réseau d'échange et de partage d'expérience (le réseau Service civil pour la paix au Cameroun) et tendent de plus en plus à mettre en œuvre des activités communes. Ce réseau est aussi en lien avec d'autres organisations travaillant dans le cadre du SCP en Sierra Leone et en République Démocratique du Congo. Pour plus d'information sur ce travail, nous vous invitons à consulter le lien suivant : <http://peaceworkafrica.net>

plus généralement, des populations originaires de la moitié Nord du pays. Mais une information alerta encore davantage les organisations du réseau qui pour la plupart, travaillent étroitement avec la jeunesse camerounaise. Le réseau apprenait en effet qu'un nombre apparemment important de jeunes à l'Extrême-Nord partait rejoindre Boko Haram, et certaines sources parlaient même de la présence de recruteurs dans le reste du pays.

Si on savait que certains jeunes Camerounais se faisaient déjà recruter par les gangs dans les grandes métropoles ou des bandes de « coupeurs de route »², l'enrôlement dans des groupes de plus grande envergure comme Boko Haram semblait être un fait nouveau, du moins sur le territoire camerounais. Il existait aussi très peu de littérature scientifique sur le sujet à notre connaissance, en comparaison avec les études menées en Afrique de l'Ouest autour des conflits libériens et sierra léonais, ou dans la région des Grands Lacs.

De plus, on pouvait déplorer à l'époque, une certaine confusion dans les informations relayées par les médias nationaux et internationaux, sur la situation que vivaient les populations dans ces régions touchées par les conflits, mais aussi du fait du silence des autorités sur ce qui se passait réellement sur le terrain. Cependant et malheureusement à la faveur des attentats kamikazes perpétrés dans différentes localités de l'Extrême-Nord, la population a un peu plus accès à l'information.

2. Appelé *Zargina*, ce phénomène d'agression des automobilistes orchestré par des bandes armées, a sévi dans le pays, notamment dans la partie septentrionale entre 1999 et 2002. Il est né de l'insécurité transfrontalière.

À Foumban, une collégienne confiait aux enquêteurs : « *les enseignants ne parlent pas du phénomène Boko Haram avec les élèves, les parents estiment dangereux d'en parler avec les enfants. Entre nous, on n'en parle pas de peur que nos camarades ne le disent à nos parents qui vont nous menacer par la suite...* »

Nous sommes donc partis du principe que travailler en tant qu'organisation de la société civile sur cette problématique de l'enrôlement des jeunes, et être capable de développer des stratégies adaptées et pertinentes nécessitait de disposer d'éléments fiables et suffisants nous permettant d'agir, mais aussi d'informer d'autres acteurs, à commencer par les pouvoirs publics.

La présente étude tente d'apporter des éléments de compréhension sur les processus d'enrôlement dans le contexte camerounais, plus particulièrement en essayant d'analyser les causes du phénomène pour les jeunes, leurs éventuelles motivations.

C'est principalement trois organisations du réseau SCP Cameroun qui se sont réunies pour mettre en œuvre ce travail de recherche-action : Dynamique mondiale des jeunes (DMJ), AJP CEDES et Saare Tabitha³. Ces structures basées respectivement à Yaoundé, Foumban et Maroua, ont organisé des enquêtes dans 6 régions du Cameroun afin de recueillir l'opinion de la jeunesse camerounaise sur le problème de l'enrôlement.

À travers les données récoltées et les témoignages recueillis, nous avons cherché à comprendre pour quelles

3. Pour connaître ces 3 organisations, veuillez consulter les liens suivants : Dynamique Mondiale des Jeunes <http://worldyoungpeoplecm.org>, AJPCEDES <http://www.ajpcedes.org>, Saare Tabitha <http://saare-tabitha-maroua.over-blog.com>

raisons un jeune camerounais était susceptible d'intégrer un groupe armé. Nous avons aussi cherché à savoir s'il existait de réelles différences entre l'opinion et le comportement des jeunes musulmans et des jeunes chrétiens face à l'appel de certains groupes armés, une façon de vérifier la solidité des préjugés et des stéréotypes qui ont tendance à se développer facilement en période de crise.

Enfin nous saisissons cette occasion pour remercier la Fondation Friedrich Ebert et le Service civil pour la paix/Brot fuer die Welt pour leur appui ayant permis la réalisation de cette étude, ainsi que le noyau d'accompagnement du SCP/BfdW pour l'Afrique, à travers Madame Christiane Kayser et Monsieur Flaubert Djateng qui nous ont accompagné tout au long de ce projet. Toute notre gratitude à Monsieur Pierre Fichter pour l'analyse des données et la rédaction du présent document. Nous n'oublions pas les enquêteurs qui ont participé à cette étude ainsi que le comité scientifique de ce projet de recherche-action.

1.

Objectifs de l'étude

Si le but de cette étude est de disposer d'un outil contribuant à la lutte contre l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés, les organisations qui ont mis sur pied ce projet ont formulé des objectifs plus spécifiques, des résultats à atteindre ainsi que des effets souhaités à plus ou moins long terme qui leurs ont permis de garder une ligne directrice durant tout le processus de recherche et qui doivent maintenant faciliter le suivi quant à l'utilisation de ce travail par les organisations elles-mêmes et par tous les acteurs désireux de travailler sur la problématique de l'enrôlement, particulièrement au Cameroun. Le souci d'utilisation des résultats d'une étude étant l'un des aspects majeurs d'une entreprise de recherche-action.

Objectif global : Disposer d'éléments fiables permettant de comprendre les facteurs qui sous-tendent l'enrôlement des jeunes pour développer une stratégie et contribuer à la lutte contre l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.

Objectifs spécifiques :

- Comprendre le phénomène d'enrôlement et ses mécanismes
- Identifier des solutions adéquates pour lutter contre ce phénomène
- Apporter des éléments de compréhension aux décideurs et aux acteurs du développement pour lutter contre l'enrôlement.

Résultats à atteindre :

- Les éléments permettant de comprendre la vulnérabilité des jeunes face à l'enrôlement sont clairement identifiés ;
- Les stratégies et mécanismes de recrutement par les groupes armés sont mis en évidence par l'étude ;
- Des éléments permettant la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre l'enrôlement sont identifiés par l'étude ;
- Un rapport et des outils de communication présentant les résultats de l'étude sont produits ;
- Les résultats de l'étude sont diffusés aux décideurs politiques et aux acteurs du développement aux niveaux national et international.

Effet souhaité : Des stratégies de lutte contre l'enrôlement des jeunes sont élaborées et mises en œuvre aux niveaux local, national et international par les autorités et les acteurs

du développement (communautés de foi, société civile, organisations internationales...).

Impact souhaité : Les stratégies développées contribuent efficacement à faire baisser l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.

2. Méthodologie et mise en œuvre de l'étude

2.1. Sur la recherche-action

L'étude sur l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun est un projet de recherche-action. Cette approche a été choisie par les initiateurs de l'étude dans le souci de répondre à plusieurs préoccupations quant aux objectifs de l'étude : la participation, l'apprentissage et la recherche de solutions en réponse aux problèmes vécus dans notre quotidien⁴.

La participation dans le sens où l'élaboration du projet et sa mise en œuvre constituent un travail collectif pour lequel plusieurs organisations camerounaises toutes membres du réseau Service civil pour la paix, ont joint leurs efforts à partir d'une lecture commune du contexte camerounais et plus spécifiquement du problème de l'enrôlement des jeunes dans le pays. La participation, c'est aussi celle des enquêteurs,

4. Kayser C., « La recherche-action : un outil essentiel dans le travail pour le changement social et la paix durable », en : *La recherche-action : une base de travail pour la paix*, Service Civil pour la Paix (SCP)/BfdW – Mano River Region, Grands Lacs d'Afrique et Cameroun, Fév. 2015.

pour la plupart des jeunes déjà accompagnés dans le cadre des activités des organisations parties-prenantes à l'étude et investis dans la vie associative de leurs localités, qui ont contribué à la réussite du projet par leur travail sur le terrain mais aussi en participant au réglage du questionnaire et à l'identification des lieux d'enquêtes et des cibles.

De cette participation découle l'aspect apprentissage de la recherche-action. Apprentissage en termes de connaissances du thème abordé mais aussi d'expérience quant à la mise en œuvre de ce type de projet pour les organisateurs ou la conduite d'entretiens sur un sujet sensible et dans des zones sensibles pour les enquêteurs⁵.

Concernant les personnes enquêtées, l'approche de recherche-action confère aussi son degré de participation et d'apprentissage. Dans le sens où le questionnaire constitue déjà un moyen de faire réfléchir l'individu qui répond sur les problématiques abordées. Beaucoup de jeunes enquêtés nous ont aussi clairement signifié qu'ils acceptaient de répondre malgré le risque parce qu'ils pensaient qu'il était important de s'attaquer au problème de l'enrôlement à travers cette étude.

Enfin, en tant qu'organisations de la société civile, nous cherchons par cette approche à mieux comprendre afin d'agir. Les résultats de cette étude doivent servir à court terme aux organisations elles-mêmes afin d'adapter leur intervention auprès des jeunes notamment, mais aussi à toucher d'autres acteurs, en premier lieu les autorités du pays, en leur proposant d'éventuelles pistes de travail.

5. Fichter P., Kuenzob D., « La recherche-action pour une intervention adaptée aux situations de conflits », en : *La recherche-action : une base de travail pour la paix*, Service Civil pour la Paix (SCP)/BfdW – Mano River Region, Grands Lacs d'Afrique et Cameroun, Fév. 2015.

2.2. Sur la légitimité et les limites de l'étude

En quoi sommes-nous légitimés pour réaliser une étude sur l'enrôlement des jeunes ? Pourquoi les résultats des enquêtes présentés dans ce rapport peuvent être considérés comme des résultats fiables sur lesquelles il est possible d'élaborer des activités constructives et des politiques pertinentes, visant à lutter contre l'enrôlement ? Quelles sont les limites de ce travail ?

Si l'étude sur l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun s'est construite en dehors d'un cadre scientifique au sens universitaire, les organisations qui ont développé la méthodologie pour cette recherche sont des actrices de la société civile camerounaise qui possèdent toutes une grande connaissance des zones dans lesquelles l'étude s'est déployée, elles ont aussi la connaissance des acteurs sociaux et politiques qui y évoluent, enfin elles travaillent depuis de nombreuses années avec les jeunes camerounais et ont développé des stratégies d'accompagnement de ces jeunes à travers différents projets dont certains sont orientés sur la transformation des conflits, le dialogue interreligieux, l'insertion socio-économique ou encore la gouvernance locale. Pour cela, elles sont des organisations reconnues aussi bien par les populations que par les autorités, mais aussi par les partenaires internationaux au développement.

C'est donc la connaissance du terrain qui nous a permis d'élaborer une méthodologie adéquate nous autorisant à enquêter dans des zones d'insécurité, auprès d'un public parfois difficile et sur un sujet considéré comme tabou.

De plus, l'objectif de ce travail était plus d'évaluer la connaissance des jeunes sur le problème de l'enrôlement et de comprendre leur perception de ces dynamiques que de glaner des éléments précis et en nombre suffisant nous

permettant de dire que l'enrôlement suit telles ou telles trajectoires. Nous nous sommes davantage attachés à comprendre les causes, ce qui peut motiver les jeunes à s'enrôler, car nous entendons travailler sur ces causes dans une optique de prévention. Néanmoins, des personnes rencontrées au cours des entretiens et qui ont été en contact direct avec des groupes armés ont pu nous livrer leur témoignage vécu, des informations qui nous permettent de présenter des éléments fiables sur le processus d'enrôlement d'un individu.

De la même manière, le nombre de personnes enquêtées (975) corrélé à la diversité de leurs profils sociaux et à l'étendue de la zone d'enquête (6 régions) nous a permis de dégager des tendances que nous estimons pertinentes au regard de la récurrence de certains propos recueillis.

Nous reconnaissons toutefois qu'il serait utile quand la situation sécuritaire le permettra et lorsque les jeunes actuellement enrôlés reviendront en plus grand nombre, lorsque les langues se délieront, d'aller chercher de nouveaux témoignages qui permettront d'accroître les connaissances sur les processus d'enrôlement dans les groupes armés présents dans la sous-région.

2.3. Durée du projet

Depuis sa phase d'élaboration jusqu'à la présentation du rapport final de l'étude, le projet s'est étalé sur une année.

L'élaboration du projet initial, de la méthodologie et du protocole de recherche ont fait l'objet d'échanges sur plusieurs mois entre les organisations participantes (octobre 2014 – janvier 2015) ; dans le même temps, il a fallu travailler avec les partenaires technico-financiers afin de pouvoir concrétiser la mise en œuvre de l'étude.

Puis la phase de préparation (février-mars 2015) a consisté principalement à recruter et former les enquêteurs. Il a fallu aussi faire un travail de préparation logistique intégrant la mise en place d'un dispositif de veille sécuritaire autour des enquêtes, mais aussi communiquer avec les autorités afin de les informer de notre travail.

La phase d'enquête s'est étalée sur les mois de mars et d'avril 2015 sachant que dans chaque zone, les équipes ont réalisé le travail de terrain sur une quinzaine de jours.

La phase de traitement et d'analyse des données a commencé à partir de la réception des premiers questionnaires, c'est-à-dire au mois d'avril et s'est terminée début juin avec le travail de validation des résultats de l'étude par le comité scientifique (*cf.* 2.6).

À partir de là, le travail de rédaction du rapport a pu commencer jusqu'à sa validation et sa finalisation au début du mois d'octobre 2015.

2.4. Outils d'enquête

L'outil principal élaboré dans le cadre d'un travail commun réunissant les organisations parties prenantes dans l'étude, est un questionnaire en deux parties. Une partie nous permettant de connaître le profil de l'enquêté (âge, religion, situation socioprofessionnelle et familiale...) et une partie composée de 15 questions sur l'enrôlement, des questions à choix multiples et des questions ouvertes. Précisons qu'il s'agissait d'un questionnaire anonyme. C'est de ce questionnaire que proviennent les résultats et tendances présentées dans ce rapport.

Un deuxième outil sous forme d'un guide d'entretien a été administré à des personnes-ressources hors échantillon

(parents d'élèves, leaders politiques, religieux, administrateurs...) afin de nous fournir des informations complémentaires à partir de la perception, de l'opinion de ces « aînés » sur le sujet de l'enrôlement.

2.5. Zonage, échantillonnage et groupes-cibles

2.5.1. Zones d'enquêtes

Le choix des zones et des sites d'enquêtes s'est fait suivant une logique d'intérêt pour l'étude, de recherche d'équilibre et de maîtrise du terrain. Nous sommes donc d'abord partis du postulat que certaines régions étaient plus susceptibles d'être confrontées au problème de l'enrôlement des jeunes, parmi lesquelles les zones du Cameroun directement touchées par les conflits sévissant en RCA et au Nigeria à travers des actes (attaques, enlèvements...) ou des déplacements de populations. Nous avons ensuite cherché à obtenir un équilibre entre les zones rurales et les zones urbaines dans l'objectif de couvrir une des deux grandes métropoles du Cameroun. Enfin nous avons observé dans quelles régions nos organisations étaient capables de mettre en œuvre des enquêtes de manière efficiente en prenant en compte les aspects sécuritaires, la connaissance des acteurs et les opportunités de toucher un public d'enquêtés coïncidant avec notre échantillonnage de départ.

Six régions ont pu alors être retenues, à l'intérieur desquelles des zones et des localités ont été ciblées (*cf. Carte 1, p. 24*) :

Tableau 1 : Zones d'enquête

Régions	Zones d'enquête	Localités enquêtées
Extrême-Nord	Maroua	Maroua 1, Maroua 2, Maroua 3
	Mora	Mora, Kolofata, Tokombéré, Kerawa
	Mokolo	Mokolo, Koza, Mokong
Nord	Garoua	Garoua 1, Garoua 2, Gashiga
	Guider	Guider, Sorawel
Adamaoua	Ngaoundéré	Ngaoundéré
	Meiganga	Meiganga
	Djohong	Djohong
Est	Bertoua	Bertoua, Belabo
	Garoua-Boulai	Garoua-Boulai, Mbonga, Yoko Siré, Gado Badjéré
Centre	Yaoundé	Yaoundé 1, Yaoundé 2, Yaoundé 3, Yaoundé 4, Yaoundé 5, Yaoundé 6, Soa
Ouest	Noun	Foumban, Foumbot, Koutaba, Malantouen, Magba

Sur l'ensemble de ces zones, ce sont finalement 36 localités qui ont pu être enquêtées. Précisons que pour les localités urbaines, des lieux ou quartiers spécifiques ont été à leur tour ciblés (marchés, quartiers universitaires, établissements scolaires ou gares routières...).

2.5.2. Groupes-cibles et échantillonnage

Le groupe-cible principal était donc la jeunesse camerounaise âgée de 10 à 35 ans. À l'intérieur de cette tranche d'âge, nous avons déterminé des catégories socio-professionnelles : scolaires et étudiants, travailleurs, personnes sans-emplois... Catégories sensées regrouper tous les jeunes, en donnant toutefois des consignes aux enquêteurs de ne pas passer à

côté de certaines qui nous semblaient importantes pour la qualité de l'analyse. Par exemple, les élèves du secondaire, les débrouillards, les moto-taximen, les chômeurs ou les enfants de la rue.

Nous avons aussi cherché à ce qu'il n'y ait pas un écart trop grand entre les deux grandes communautés de foi (chrétienne et musulmane) afin d'obtenir des ordres de grandeur pertinents pour comparer l'impact de l'enrôlement et les différences de perception entre les deux communautés.

Nous avons enfin fait le choix d'enquêter prioritairement les garçons qui constituent la cible des recruteurs. Le respect d'une proportion de 80 % de garçons contre 20 % de filles était demandé aux équipes d'enquêteurs. Cette orientation a été de loin antérieure aux attentats kamikazes qui aujourd'hui utilisent de plus en plus de jeunes filles.

2.6. Dispositif de recherche

2.6.1. Le Comité scientifique

Un comité scientifique s'est constitué dès la phase d'élaboration du projet. Une dizaine de personnes issues des organisations participantes au projet (AJPCEDES, DMJ et Saare Tabitha), ainsi que des structures partenaires (Service civil pour la paix et Fondation Friedrich Ebert) ont pris part à ce comité afin de collaborer à l'élaboration du projet, son suivi, ainsi qu'à l'analyse et la validation des résultats.

Sur la base d'une mise en commun des capacités et de l'expertise de chaque membre (en matière de recherche, d'enquête de terrain, de connaissance des thèmes abordés et des zones étudiées), le rôle du comité scientifique était de permettre un partage facile des informations entre les organisations et de pouvoir prendre des décisions concertées sur

la méthodologie de recherche, le contenu du questionnaire, la mise en œuvre des enquêtes ainsi que sur l'interprétation des données récoltées et le contenu du rapport final.

Pour la phase d'interprétation et de validation, le comité a été élargi à des membres de la Commission diocésaine Justice et Paix de Douala qui avait réalisé une étude similaire sur les bandes armées à Douala⁶.

2.6.2. Mise en œuvre des enquêtes

Chaque organisation avait la responsabilité de mettre en œuvre et de superviser les enquêtes au niveau de sa zone selon les critères définis par le comité scientifique (*voir tab. 2*), à commencer par le recrutement des enquêteurs, l'identification des localités et des sites d'enquête, le suivi des enquêteurs et le contrôle des questionnaires.

Une fois les enquêtes terminées, les questionnaires devaient être retournés à *Dynamique mondiale des jeunes* qui s'est occupé de centraliser et de traiter les données avant validation par le comité scientifique.

Tableau 2 : Organisations et zones d'enquête

<i>Organisation responsable</i>	<i>Zone d'enquête</i>
<i>AJPCEDES</i>	<i>Zone du Noun (Ouest)</i>
<i>Saare Tabitha</i>	<i>Région de l'Extrême-Nord</i>
<i>Développement Sans Frontière</i>	<i>Régions du Nord et de l'Adamaoua Zone de Garoua-Boulaï (Est)</i>
<i>Dynamique mondiale des jeunes</i>	<i>Zone de Yaoundé (Centre) Zone de Bertoua (Est)</i>

6. CDJP Douala, *L'Enrôlement des jeunes dans des groupes qui prônent la violence dans la ville de Douala*, Commission diocésaine Justice et Paix, 2014.

50 enquêteurs ont été recrutés sur l'ensemble des 6 régions. Ces enquêteurs travaillaient en binômes qui ne devaient pas administrer plus de 40 questionnaires chacun.

Notons que les enquêteurs ont tous été formés préalablement à leur déploiement, lors d'une formation commune organisée à Ngaoundéré. Cette formation a eu pour but d'harmoniser le niveau de compréhension du questionnaire et la manière de l'administrer, de donner aux enquêteurs des techniques d'approche et de leur faire s'approprier le projet, sa problématique et sa démarche de recherche-action⁷.

2.7. Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées durant la mise en œuvre de cette étude furent de trois ordres : difficultés relatives au travail collectif, difficultés concernant la sécurité, et difficultés par rapport à l'accueil des enquêteurs sur le terrain.

La principale difficulté ici réside dans le temps que prend chaque étape pour concilier les points de vue des membres du réseau, principalement à cause de la nécessité de concertation et du besoin de trouver des consensus sur les aspects les plus importants dans un groupe constitué de plusieurs acteurs.

Concernant les aspects sécuritaires, la problématique abordée nous a amené à nous poser de nombreuses questions, surtout lorsqu'il s'est agi d'enquêter dans les régions directement touchées par les groupes armés. Bien que le dispositif mis en place par les organisations permette aux enquêteurs d'accéder à certaines localités et à certaines personnes à travers un réseau de personnes-ressources de confiance, nous

7. Kenne S., *Training of youths on inquiry and data collection in Ngaoundéré*, Dynamique mondiale des jeunes, avril 2015.

avons dû aussi parfois renoncer à enquêter dans certaines zones trop dangereuses à ce moment-là, comme les zones de Fotokol et Kousseri à proximité du Lac Tchad.

Enfin, concernant l'accueil des enquêteurs par la population, certaines équipes ont connu plus de difficultés que d'autres. Bien qu'il existe toujours un nombre constant de personnes ne souhaitant pas répondre, l'accueil froid auquel ont été confrontés nos enquêteurs à certains endroits a révélé combien le sujet était encore tabou au moment de l'enquête.

Carte 1 : Zones et localités d'enquête



3.

Profil social des jeunes enquêtés

Nous présentons ici le profil des effectifs enquêtés à partir des données récoltées dans la première partie du questionnaire (fiche d'identité de l'enquêté). Il était demandé aux jeunes enquêtés de donner certaines précisions sur leur situation sociale (sexe, religion, statut, profession, conditions de vie...).

3.1. Répartition des effectifs par sexe

20 % des enquêtés étaient des filles, contre 80 % de garçons.

Tab. 3 : Effectifs par sexe par région enquêtée

	Total	Filles	Garçons
Centre	200	27	173
Est	142	34	108
Adamaoua	97	30	67
Ouest	202	35	167
Nord	119	27	92
Extrême-Nord	215	40	175
TOTAL	975	193	782
%	100	20	80

3.2. Moyenne d'âge sur l'ensemble des effectifs

Sur l'ensemble des 975 enquêtés âgés de 10 à 35 ans, la moyenne d'âge est de **23** ans.

3.3. Répartition par confession religieuse

46,4 % de musulmans – 52,2 % de chrétiens – 1,4 % se déclarant athées ou appartenant à d'autres religions.

Tab. 4 : Répartition par confession par région enquêtée

	Total	Musulman	Chrétien	Autres
Centre	200	47	150	3
Est	142	52	89	1
Adamaoua	97	46	50	1
Ouest	202	166	36	0
Nord	119	53	62	4
Extrême-Nord	215	88	122	5
TOTAL	975	452	509	14
%	100	46,4	52,2	1,4

3.4. Répartition par statut ou catégorie socioprofessionnelle

Tab. 5 : Répartition des effectifs par catégorie socio-professionnelle

	élèves du primaire	élèves du secondaire	Étudiants	Travailleurs	se qualifiant de «débrouillard»*	chômeurs	chômeurs diplômés	réfugiés	enfants de la rue
Nombre	20	224	94	441	33	117	33	2	11
%	2,1	23,0	9,6	45,2	3,4	12,0	3,4	0,2	1,1

3.5. Répartition suivant la situation familiale

Tab. 6 : Situation familiale des effectifs enquêtés

Vit...	avec ses parents	avec d'autres membres de la famille	seul	en couple	en couple avec enfants	en internat	sans domicile fixe
Nombre	342	143	202	96	164	10	18
%	35,1	14,7	20,7	9,8	16,8	1,0	1,8

* Au Cameroun, le terme de « débrouillard » dépeint cette partie de la jeunesse qui n'occupe pas d'emplois salariés ou qui ne développe pas une activité déclarée, le débrouillard évolue donc dans le secteur informel, la plupart du temps en développant un petit commerce, à l'instar des vendeurs de rue. Les débrouillards sont une génération née de la crise économique et de l'urbanisation du pays, les jeunes diplômés n'échappent pas à cette situation, certains débrouillards peuvent développer plusieurs activités à la fois. On se débrouille car on commence une activité avec très peu de moyens (souvent moins de 3.500 F CFA = 5 \$), et on vit de ses faibles revenus au jour le jour. Notons que dans la présente étude, nous avons comptabilisé dans cette catégorie, les enquêtés qui se sont qualifiés eux-mêmes de débrouillard.

3.6. Répartition suivant les conditions d'existence

Tab.7 : Condition de vie des personnes enquêtées

<i>estime avoir des conditions de vie...</i>	<i>précaires</i>	<i>modestes</i>	<i>moyennes</i>	<i>aisées</i>	<i>riches</i>
Nombre	288	304	336	36	11
%	29,5	31,2	34,5	3,7	1,1

4.

Présentation des résultats par question

4.1. Sur la perception et la connaissance des groupes armés

Question 1 : Qu'est-ce que vous évoque le terme de groupe armé ? (QCM)⁸

Sur l'ensemble des 6 zones d'enquête, le terme de **groupe armé** évoque pour les jeunes d'abord un groupe rebelle (39,5% des enquêtés). Dans toutes les zones sauf à Yaoundé, c'est le premier choix des enquêtés. À l'Est et dans l'Adamaoua, cette réponse a été choisie par plus de 50% des enquêtés.

Le lien avec le terrorisme vient en seconde position (32% sur l'ensemble des 6 zones) avec une certaine homogénéité entre les 6 zones. On notera que c'est le premier choix de réponse pour les jeunes de Yaoundé (34,5%). Tandis qu'à l'Ouest et dans l'Extrême-Nord, le terme de groupe armé évoque un groupe terroriste pour seulement 25% et 27% des enquêtés.

Le groupe armé est aussi considéré par beaucoup comme étant un groupe semant le désordre (30%), particulièrement

8. QCM : Question à choix multiple. Nous précisons que pour certaines questions, les enquêtés pouvaient choisir plusieurs réponses pré-formulées.

dans la Région du Nord où 45% des jeunes ont choisi cette réponse. Choix qu'on retrouve aussi plus en milieu rural que dans les villes.

Par ailleurs, 1 jeune sur 5 considère aussi que les groupes armés sont des groupes qui utilisent les armes contre les populations civiles. On constate que cette réponse est davantage choisie dans les régions plus directement touchées par les groupes armés : Est (25%), Nord (32%), Adamaoua (33%), à l'exception de l'Extrême-Nord où seulement 16% des jeunes ont fait ce choix de réponse. C'est aussi une réponse qui a été plus choisie en milieu rural qu'en milieu urbain.

Parmi les choix secondaires, relevons que 15% des jeunes pensent que le groupe armé est un groupe qui poursuit des intérêts personnels, réponse qui monte à 20% des choix dans l'Extrême-Nord et 28% dans l'Adamaoua.

La réponse « groupe qui combat les institutions républicaines » n'a été choisie que par 11% des jeunes sur l'ensemble des 6 zones. Notons qu'à l'Est, ce choix atteint 15,5% des réponses. Au contraire dans la zone de Fouban, seulement 5,5% des jeunes ont choisi cette évocation.

Les autres possibilités de réponse n'ont été que faiblement choisies. 9% des choix pour « un groupe qui défend le pays contre des agressions extérieures. Sur cette réponse, on observe toutefois une exception avec les jeunes de l'Ouest dont 1 sur 5 (20%) a fait ce choix, quand dans le même temps les jeunes de l'Adamaoua ont complètement exclu cette possibilité (0%). On doit préciser que sur cette première question qui servait aussi à évaluer la compréhension du terme « groupe armé » que nous avons choisi d'utiliser, certains jeunes considéraient que l'armée régulière constitue un groupe armé, cette compréhension peut expliquer la tendance observée à l'Ouest.

Enfin 4% des choix sur l'ensemble des 6 zones, pour la réponse « un groupe qui utilise les armes pour se défendre contre des agresseurs ».

Pour environ 2% des enquêtés, le terme de groupe armé évoque aussi autre chose que les 9 choix de réponse proposés par le questionnaire. Par exemple pour 1% des jeunes, cela évoque aussi un « groupe de revendication ».

D'une manière générale, on n'a pas observé d'écarts significatifs entre les choix des jeunes de confession musulmane et ceux de confession chrétienne, ce sont les mêmes tendances qui reviennent. L'écart le plus élevé (7,5 pts) étant sur la réponse « groupe rebelle » qui a été choisie par 43% des jeunes chrétiens contre 35,5% pour les jeunes musulmans.

**Tab. 8 : résultats question 1
(en pourcentage par zone d'enquête)**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Centre	34,5	32,5	15,5	10,5	25,5	9,5	18	11,5	7,5	0,5	0,5	0,5	0
Est	36	52	26	15,5	30	15,5	8	3	2	0	0	0,7	0
Adamaoua	41	50,5	33	8	24	28	3	0	1	0	0	0	0
Ouest	25	27	12	5,5	26	12	9,5	20	6,5	0,5	0	2,5	0,5
Nord	38	48	32	12	45	8,5	9	2,5	1	0	0	0	0
Extrême-Nord	27	40	16	13	31	20	9	9	4	1,5	1	1	0
6 zones	32	39,5	20	11	30	15	10	9	4	0,5	0,3	1	0,1

Choix de réponses :

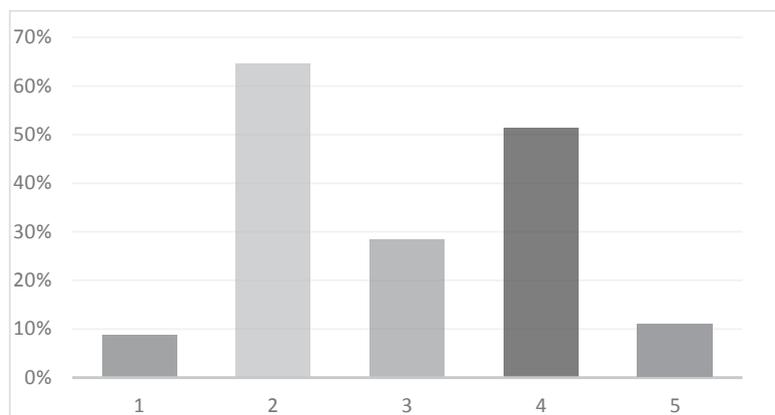
1. Un groupe terroriste
2. Un groupe rebelle
3. Un groupe qui utilise les armes contre les populations civiles
4. Un groupe qui combat contre les institutions républicaines
5. Un groupe qui sème le désordre
6. Un groupe qui poursuit des intérêts personnels
7. Un groupe qui utilise les armes sans autorisation préalable
8. Un groupe qui défend le pays contre des agresseurs
9. Un groupe qui utilise les armes pour se défendre contre des agresseurs

Autres :

10. « Des illettrés », « des gens en manque de repère », « des inconscients »
11. Une secte
12. Un groupe de revendication
13. « Des complices des dirigeants »

Question 2 : Quelle opinion vous faites-vous des groupes armés ? (QCM)

**Fig. 2 : résultats question 2
(en % sur l'ensemble des 6 régions)**

**Choix de réponse :**

1. Un groupe à fréquenter
2. Un groupe à éviter
3. Des bandits
4. Des groupes dangereux
5. Des gens qui se battent pour une juste cause

L'opinion des enquêtés est assez tranchée ; les deux choix qui sont revenus majoritairement étant que les groupes armés sont des groupes dangereux (51%) qu'il faut éviter (65%). C'est donc plus la crainte qui domine lorsqu'on parle de ces groupes. Ce sentiment semble encore plus fort dans les régions de l'Est, du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua plus directement concernées à l'heure actuelle par le phénomène.

Le choix de les considérer comme des bandits ne venant que secondairement, 28% des choix sur l'ensemble des 6 zones.

Pour les 2 autres choix de réponses « un groupe à fréquenter » et « des gens qui se battent pour une cause juste », respectivement 9% et 11% des enquêtés ont choisi cette opinion. D'ailleurs, les 2 réponses sont souvent liées, les jeunes justifiant leur choix de « groupe à fréquenter » en ajoutant « s'ils se battent pour une bonne cause ». D'ailleurs, si on observe la zone de l'Ouest où 17% des jeunes pensent qu'on peut effectivement fréquenter ces groupes, beaucoup d'entre eux se souviennent que leurs grands-parents ont participé à la résistance contre les colons dans les groupes de maquisards. On remarque aussi qu'à Yaoundé où 18% des enquêtés pensent que ces groupes peuvent aussi se battre pour une juste cause, c'est plutôt dans le milieu étudiantin

qu'on émet plus volontiers cette opinion. Un autre argument répandu est qu'on devrait fréquenter ces groupes afin de les connaître et de comprendre leurs motivations. C'est une idée qu'on retrouvera à la question 14 sur les solutions pour combattre les groupes armés (4.7), où beaucoup de jeunes ont souligné la nécessité d'un dialogue avec certains de ces groupes.

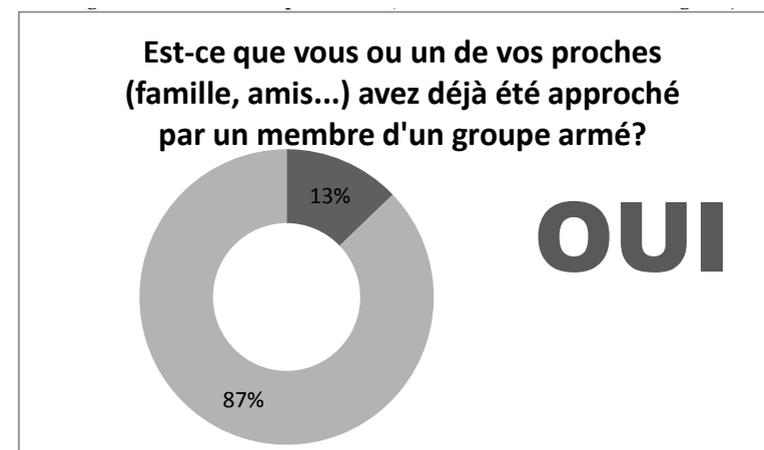
Mais d'une manière générale, en étudiant les types de choix entre les différentes catégories socio-professionnelles, on note une grande homogénéité. Idem lorsqu'on regarde par confession religieuse, on n'observe pas d'écart significatif dans l'opinion des jeunes. Les écarts n'étant jamais supérieurs à 3 points.

Question 3 : Est-ce que vous ou un de vos proches (parents, amis...) avez déjà été approché par un membre d'un groupe armé ?

Question 4 : Si oui, comment cela s'est-il déroulé ?

On utilisera beaucoup d'éléments récoltés dans la question 4 en 5.2 (questions relatives aux procédés de recrutement).

**Fig.3 : résultats de la question 3
(en % sur l'ensemble des 6 régions)**



13 % des enquêtés sur l'ensemble des 6 zones prétend avoir été en contact directement ou indirectement avec des membres de groupes armés. On peut penser d'une part que certains jeunes enquêtés n'ont peut-être pas voulu répondre par l'affirmative à cette question. Parmi ceux qui ont répondu « oui », la majorité évoque des amis, des camarades de classe ou des frères. Très peu disent avoir été approchés eux-mêmes par des recruteurs, et quelques-uns ont pu apporter des témoignages très précis. Ce pourcentage de 13 % peut être considéré comme déjà important, cela représente en effet plus d'un jeune sur dix.

Dans les faits, on observe qu'en milieu urbain et particulièrement à Yaoundé, les jeunes sont plus en contact avec des bandes criminelles, des « gangs » qu'avec des recruteurs de groupes rebelles à caractère politique par exemple. Dans certains quartiers de la capitale, la fréquence est même très élevée, puisque sur l'ensemble de cette zone, 21 % des enquêtés ont répondu « oui » (2 jeunes/10). Ici, ce sont d'ailleurs

les plus jeunes qui fréquentent ces milieux (beaucoup de témoignages de lycéens, de jeunes débrouillards et même de collégiens). Mais cela ne doit pas occulter que même à Yaoundé, des réseaux de recrutement pour des groupes armés existent.

Un jeune homme de 27 ans raconte avoir été abordé en 2014 par une fille dans le centre-ville de Yaoundé et a fini par sortir avec elle. Elle l'a emmené à des réunions où on demandait aux jeunes présents d'exprimer leurs opinions sur la situation politique du pays et de donner des informations sur leur quartier. Puis la fille lui a demandé de la suivre au Tchad pour soit disant aller rencontrer ses parents. Là-bas, il se serait retrouvé dans un camp d'entraînement qui n'était pas un camp de l'armée, des responsables y parlaient notamment d'aller rejoindre le Nigeria. La fille a alors disparu et lui a réussi à s'enfuir pour revenir à Yaoundé, il vit aujourd'hui dans une certaine crainte.

Également à l'Ouest, les jeunes qui ont été approchés par des recruteurs pensent qu'ils avaient plutôt à faire à des groupes de bandits, de coupeurs de route.

Dans la région de l'Est où 14 % des enquêtés ont affirmé avoir été en contact avec des groupes armés, la majorité raconte plutôt avoir été victimes d'agressions. Parmi eux, beaucoup et notamment des cultivateurs ont vécu des scènes d'enlèvements où des membres de leur famille ont été retenus en otage par des groupes en République Centrafricaine. On sait d'ailleurs que depuis environ un an, il y a une recrudescence des attaques et des enlèvements dans la zone de Garoua-Boulaï⁹.

9. Dans la nuit du 19 au 20 mars 2015, seize personnes ont été enlevées dans les environs de la localité de Gbabio, à environ 16 km de la ville de Garoua-Boulaï quand on vient de Bertoua. Un axe routier bitumé et bien fréquenté.

Un cultivateur de Garoua-Boulaï témoigne : « *Les groupes armés ont pris mon petit frère le mois passé alors qu'il se rendait au champ, jusqu'aujourd'hui on ne l'a pas vu...* »

Dans l'Extrême-Nord, les jeunes ont rapporté de nombreux témoignages sur le recrutement développé par Boko Haram (on y reviendra avec plus de précisions par la suite). Nous soulignons toutefois qu'il n'y a pas selon nos données, de différence entre jeunes musulmans et jeunes chrétiens. À l'Extrême-Nord par exemple, 12,5 % des jeunes musulmans disent avoir été approchés par un groupe armé, contre 16 % pour les chrétiens. A priori donc, les personnes qui recrutent pour Boko Haram, ne cibleraient pas davantage les musulmans.

Les victimes étaient à bord d'un minibus de transport appartenant à l'agence « Lux Voyages » qu'ils avaient loué pour les accompagner à Bertoua assister à la levée de corps de la belle-mère de Daouda Issa, sous-préfet de Lagdo qui avait lieu le 19 mars à l'hôpital régional de Bertoua. Leur enlèvement a été opéré autour de 23h30. Les assaillants étaient dans la pénombre. Ils ont surgi, puis tiré, contraignant le chauffeur à immobiliser le véhicule. C'est ainsi qu'armes au poing, les ravisseurs obligent les occupants à descendre et à les suivre. Selon toute vraisemblance, il y avait 15 personnes à bord... « L'un des malfrats a justement voulu m'abattre, mais un autre lui a dit de ne pas gaspiller la balle car, épuisé, ils pensaient que j'allais certainement crever avant le lever du soleil », raconte Souaïbou Alidou, retrouvé dans la broussaille par l'armée...'' Extrait *Cameroon tribune* du 23 mars 2015

Tab. 9 : Résultats question 3 (en pourcentage par zone)

Zones	Oui (%)	Non (%)
Centre	21	79
Est	14	86
Adamaoua	4	96
Ouest	9,5	90,5
Nord	7	93
Extrême-Nord	15	85
6 zones	13	87

Plus généralement sur l'ensemble des zones, l'étude des tendances par catégories socio-professionnelles nous montre qu'il n'y a pas de métiers plus ciblés que d'autres. Les recruteurs ayant besoin d'une diversité de compétences et sachant adapter leur discours au type d'interlocuteur comme nous l'expliquerons par la suite. On note en revanche que ce sont les plus jeunes, les moins de 25 ans qui sont plus approchées. Pour les enfants de la rue et les « sans domicile fixe » le chiffre de 27 % (personnes disant avoir été approché) doit-il être considéré comme pertinent au vue du faible nombre de jeunes enquêtés pour ces catégories (18 SDF dont 11 enfants de la rue) ? Cependant, leurs témoignages montrent qu'ils sont effectivement abordés fréquemment par des membres de groupes armés ou des délinquants. Notre chiffre serait donc plutôt à notre avis inférieur à la réalité.

4.2 Sur les procédés de recrutement

Question 5 : Savez-vous comment les groupes armés recrutent leurs membres ? Les jeunes particulièrement ?

Le constat est d'abord que les jeunes semblent avoir une bonne connaissance de la question, du moins qu'ils sont informés sur le sujet. Dans les établissements scolaires, les discussions ont lieu entre camarades, d'ailleurs il semble que les scolaires et les étudiants aient plus de choses à dire sur les pratiques d'enrôlement que les jeunes déjà insérés professionnellement. La télévision constitue aussi une source d'information pour certains. Mais le plus souvent on l'a « entendu dire », d'autres ont été témoins directs (cf. 5.1). C'est donc une minorité de jeunes qui dit n'avoir aucune idée, certains d'entre eux disent « comme je n'ai jamais fréquenté ce genre de groupe, je ne peux pas savoir... ».

Approche et argumentaire

Il ressort que les recruteurs usent de différents arguments suivant la personne qu'ils tentent d'enrôler. Cela signifie aussi que le recrutement n'est pas forcément un acte rapide. La personne est ciblée et le recruteur essaie de tisser des liens avec elle, d'établir une relation de confiance. Le processus de recrutement peut donc prendre du temps, car le recruteur doit d'abord essayer de comprendre le profil du jeune (social et psychologique), quels sont ses problèmes, quels sont ses besoins, qu'est-ce qui pourrait le motiver à intégrer le groupe ? C'est aussi pour le recruteur un moyen de se protéger. C'est lorsqu'il obtient la confiance de son interlocuteur qu'il peut aborder le véritable sujet de sa démarche.

Pour cette raison, si l'argument de l'argent est le plus partagé par les jeunes enquêtés comme moyen d'enrôler, il est loin d'être le seul utilisé par les groupes armés.

L'argumentaire du recruteur est complexe, il peut mêler les arguments politiques sur la situation du pays, le système de corruption, les inégalités, sur l'incapacité du gouvernement à gérer le pays et surtout à s'occuper des jeunes. Il met en parallèle la situation du pays avec celle du jeune, et le groupe armé apparaît alors comme un moyen de se rebeller, de faire changer les choses tout en étant un bon moyen de subsistance.

Un enseignant du lycée de Kerawa dans l'Extrême-Nord confie : « *Ils se sont infiltrés dans la population et ont approché nos élèves. Ils leur ont posé des questions comme : pourquoi ces jeunes allaient-ils à l'école ? Lorsque la réponse allait à l'encontre de leurs idées, ils leur donnaient de l'argent et leur ont dit qu'ils avaient deux jours pour réfléchir. S'ils acceptent, ils gardent l'argent, sinon ils le rendent.* »

La précarité matérielle et financière se révèle être alors un moyen de fidéliser le jeune ou de le contraindre à rester, à adhérer et à passer à l'acte avec le groupe. On développe donc un sentiment de protection : protection matérielle, protection sociale et psychologique, protection physique.

Un jeune débrouillard de Yaoundé qui avait fait un séjour en prison où il a rencontré des jeunes délinquants de 13-14 ans explique : « *Ils vous protègent au départ sans vous dire quoi que ce soit et après un certain temps, ils vous disent que pour continuer de bénéficier de leur aide, il faut adhérer à leur groupe...* »

Un autre ancien détenu (25 ans) raconte lui aussi : « *Mon ami m'a proposé des cadeaux, l'argent pour que je le suive, il a vu comment je souffrais et a profité de ma situation pour m'insérer dans son groupe.* »

La personne enrôlée est donc en quelque sorte piégée. On a aussi rapporté que des recruteurs, dont certains sont des commerçants notoires, faisaient contracter des dettes et que le jeune redevable qui ne pouvait pas rembourser, était alors obligé de rejoindre le groupe.

Le témoignage de cette collégienne de Yaoundé (13 ans) est aussi intéressant pour comprendre l'emprise psychologique que peuvent développer les membres de groupes, elle explique : « *Sortir avec un chef de gang est une forme de recrutement, la fille va commencer à recevoir des cadeaux, à se droguer et ensuite adhérer pour devenir un membre du groupe...* »

Beaucoup de jeunes enquêtés rapportent qu'on enrôle aussi sous la menace, un jeune doit rejoindre le groupe sous peine de subir un harcèlement moral et physique ou pire d'être tué, ou on menace de s'en prendre à des membres de sa famille. L'enrôlement forcé par enlèvement semble être aussi une pratique assez courante selon les jeunes. Les enlèvements qui ont été relayés par les médias particulièrement autour des agissements de Boko Haram sont des moyens d'enrôler des jeunes en plus d'être des trafics d'êtres humains (rançonnage ou commerce des femmes...). En avril 2015, les armées tchadienne et nigériane avaient d'ailleurs pu libérer 43 enfants à Damasak (Borno, Nigeria) kidnappés au Tchad par Boko Haram pour les enrôler de force¹⁰.

Une jeune fille déplacée à Kessawa près de Maroua témoigne : « *Ils sont venus envahir l'école coranique, ils ont ramassé les jeunes dont mon voisin fait partie, c'était dans la zone de Kolofata.* »

10. <http://africanspotlight.com/2015/04/22/43-children-kidnapped-by-boko-haram-rescued-in-damasak-photo/>



Les enfants libérés de Damasak (crédit photo : Olufemi Ajasa)

Dans l'Extrême-Nord, le groupe Boko Haram a aussi utilisé dans certains cas des jeunes déjà enrôlés pour aller recruter de nouveaux éléments et agrandir ses effectifs. Un jeune (18 ans) d'un village du Mayo Tsanaga dans l'Extrême-Nord raconte par exemple que les premiers jeunes de sa localité partis pour le Nigéria sont revenus ensuite pour convaincre leurs frères de les suivre.

Lieux, voies et moyens...

Les moyens d'enrôler et les lieux de recrutement sont aussi très diversifiés. L'enrôlement peut se faire en exploitant les relations amicales, on passe par des connaissances, c'est-à-dire qu'il existe aussi des rabatteurs qui travaillent pour les recruteurs.

On utilise aussi bien les pratiques les plus anciennes que les nouvelles technologies. Dans le Nord et l'Extrême-Nord

de nombreux jeunes expliquent que l'enrôlement se fait à travers des pratiques mystiques ou de la sorcellerie, par exemple, on fait boire certains breuvages (à base de racines) ou manger certains aliments aux jeunes qui deviennent alors comme possédés et partent suivre inconsciemment les recruteurs. Certains jeunes ont aussi évoqué l'utilisation par les groupes armés des techniques de phoning, c'est-à-dire qu'ils récupèrent des numéros de téléphone et envoient des propositions de rencontre ou d'entretien pour un emploi par exemple. L'utilisation des réseaux sociaux comme Facebook a aussi été rapportée.

En ce qui concerne les lieux, on constate que certains lieux de rassemblement peuvent constituer des espaces privilégiés de recrutements. À Yaoundé, beaucoup de jeunes ont parlé des salles de jeux qui sont un moyen de repérer des jeunes qui sont attirés par le gain et qui sont en train de perdre de l'argent. Dans la zone de Foumban, plusieurs personnes disent avoir été approchées dans des stades de foot à l'occasion de matchs ou de tournois. Les marchés sont bien sûr des endroits pour le recrutement. Un jeune sans emploi de Sorawel dans la région du Nord nous a précisé avoir été abordé dans le marché au bétail de la localité.

Question 8 : Qu'est-ce que les groupes armés/les recruteurs offrent aux jeunes pour qu'ils rentrent dans leurs groupes ?

Question 9 : Savez-vous quelles sommes d'argent offrent les groupes armés aux jeunes pour qu'ils intègrent leurs rangs ?

Si pour les jeunes enquêtés, l'argent constitue le meilleur moyen et le plus répandu pour attirer des jeunes dans des groupes armés, il n'est pas le seul. On reçoit des biens matériels directement ou la promesse d'en récupérer après

avoir commis une action de pillage ou de cambriolage. La liste est donc longue, les objets qui reviennent le plus souvent sont : des téléphones, des tablettes et ordinateurs, des vêtements, des motos...

Au Nord et à l'Extrême-Nord, des jeunes ont expliqué qu'on pouvait recevoir une moto en échange de services. L'enrôlement n'est pas seulement pour aller se battre, il y a d'autres fonctions nécessaires à un groupe armé. Le jeune qui par exemple reçoit une moto doit en échange transporter des vivres pour les combattants ou faire passer des messages.

Dans les zones de pastoralisme, on peut recevoir aussi des têtes de bétail si on participe au vol d'un troupeau. Un jeune écolier de Yaoundé (10 ans) explique même que dans les gangs, on recrute les plus jeunes « avec des biscuits et des bonbons » pour des petites tâches de surveillance par exemple.

Ces biens ou cet argent peuvent aussi revenir directement à la famille du jeune, celui-ci devant partir se battre. Ceci semble d'ailleurs constituer un argument pour les recruteurs face au jeune conscient du risque, « même si je meurs, j'aurais assuré l'avenir de ma famille... ». On le verra par la suite, cette idée peut en effet constituer une motivation pour certains jeunes.

De nombreux jeunes enquêtés pensent aussi que de manière générale, on reçoit beaucoup de promesses d'une vie meilleure mais qui ne seront pas honorées, car on peut mourir avant ou se faire prendre par la police ou l'armée.

Certains jeunes ont aussi évoqué que les recruteurs avançaient l'argument du voyage dans le sens où, après avoir servi dans le groupe, on fournira des papiers et assez d'argent pour partir en Europe ou vers les autres destinations convoitées par les jeunes. Les groupes armés jouent donc

sur les phantasmes, les rêves de la jeunesse liés au mirage occidental et à la migration.

Dans les régions de Maroua et de Garoua, plusieurs enquêtés ont rapporté que les femmes enlevées par Boko Haram servent aussi d'argument, on leur dit qu'ils auront des femmes à leur disposition ou qu'ils pourront se marier avec elles. Ce que semble corroborer les témoignages des femmes libérées par l'armée nigériane¹¹.

En ce qui concerne les sommes d'argent, l'étude ne permet pas de déterminer avec exactitude les montants effectivement proposés aux jeunes. Cependant on peut retenir plusieurs choses des réponses fournies à cette question (*question 9*). D'abord environ la moitié des enquêtés n'a aucune idée sur la question. Pour l'autre moitié, la plupart avance des montants entre 50 000 FCFA et 1 000 000 FCFA, beaucoup précisent que les recruteurs adaptent leur offre au type de jeune. Quelqu'un qui n'a rien se verra proposer de petites sommes, « *quand tu n'as jamais tenu dans ta main un billet de 10 000 FCFA, si on te propose même 50 000 c'est énorme...* ». Une personne qui travaille déjà, on lui proposera un salaire supérieur à ce qu'il gagne. Beaucoup de jeunes pensent en tous cas que cela se négocie.

Dans les zones plus touchées par le phénomène, notamment au Nord et à l'Extrême-Nord dans les localités proches de la frontière avec le Nigeria, on a pu relever des montants qui revenaient fréquemment dans la bouche des jeunes, de l'ordre de plusieurs centaines de milliers de francs CFA, plutôt 200 000, voir 700 000 FCFA, rarement 1 000 000 FCFA.

11. www.journaldesfemmes.com/societe/combats-de-femmes/1319724-boko-haram-femmes-liberees-detention/

Un étudiant de Maroua prétendait même que « *pour un kamikaze, on peut donner jusqu'à 5 millions de francs* ».

Dans ce cas précis, donne-t-on l'argent à la famille ? Les témoignages relayés par les médias après les attentats qui secouent l'Extrême-Nord ne semblent pas a priori corroborer cette manière de procéder. Car ce que l'on apprend réellement avec cette question, c'est qu'un bon nombre de jeunes croit qu'on peut gagner des millions, voire des centaines de millions. Ce qui signifie qu'il y a beaucoup de rumeurs qui circulent au sein de la jeunesse à ce sujet.

4.3 Sur les motivations à s'enrôler

Question 6 : Selon vous, pour quelles raisons les jeunes Camerounais s'engagent-ils dans les groupes armés ? (QCM)

Pour les personnes enquêtées, il existe principalement deux raisons qui peuvent motiver les jeunes Camerounais à s'enrôler dans un groupe armé : l'argent vient nettement en tête ; 65 % des jeunes enquêtés ont choisi cette réponse. Vient ensuite « *la frustration avec la situation générale du pays* » choisie par 37 % des personnes interrogées. Notons que la seule région où le choix de la frustration devance celui de l'argent est la Région du Nord (65 %). À l'Est c'est 44 % des jeunes qui ont choisi cette réponse.

D'autres motivations sont retenues assez largement par les jeunes :

L'engagement par conviction religieuse (13 %), élément qui était peu ressorti dans les questions relatives aux pratiques de recrutement. Ici, les jeunes expliquent que soit les jeunes subissent un lavage de cerveau, hypothèse qui a

été plus largement exprimée par les enquêtés de confession musulmane qui avaient l'air de se sentir ici un peu visés ; soit ils s'engagent pour défendre leur religion, motivation partagée par les deux communautés. On constate que cette raison d'engagement par conviction est davantage retenue dans les deux régions les plus touchées aujourd'hui par les agissements des groupes armés, ce qui peut traduire l'existence de tensions entre les communautés, à l'Est (23 %) et à l'Extrême-Nord (18 %).

L'engagement par vengeance (10,5 %), là aussi pas clairement abordé dans les questions précédentes. On retiendra toutefois ce témoignage d'un jeune camerounais aujourd'hui revenu à Yaoundé et qui vivait en République Centrafricaine ; il explique être rentré dans une milice Anti-Balaka après qu'on ait tué sa jeune épouse. Mais certains expliquent aussi que le motif de vengeance n'est pas forcément personnel, cela peut être aussi une vengeance contre le système en général. On notera qu'à l'Est une fois encore, ce motif d'engagement est plus partagé par les jeunes que dans les autres régions.

L'engagement *par conviction pour la cause défendue par ce groupe* et l'engagement *par peur de devenir victime de ces groupes*, raisons choisies par 10% des enquêtés. Notons qu'à l'Extrême-Nord, 17 % des jeunes ont retenu cette motivation.

Enfin environ 7% des enquêtés pensent aussi qu'il existe d'autres raisons que celles proposées dans le questionnaire. Parmi lesquelles « l'échec aux concours », « l'ignorance » et « l'analphabétisme », ou encore les raisons familiales : « divorce des parents », « maltraitances par les parents »...

Question 7 : Et vous, pour quelles raisons vous engagez-vous dans un groupe armé ?

Question 10 : Pensez-vous qu'intégrer un groupe armé peut assurer un avenir durable ?

À la lecture des données récoltées, il nous a semblé intéressant de mettre en parallèle ces deux questions. En effet, on voit d'emblée qu'un nombre très important de jeunes ayant conscience que s'enrôler dans un groupe armé ne peut assurer un avenir durable (c'est le cas pour 86 % des enquêtés), émet l'hypothèse qu'ils auraient pourtant des bonnes raisons de s'engager (42 % des enquêtés).

Cette contradiction traduit-elle le désespoir d'une partie de la jeunesse camerounaise ?

Un jeune homme de Koza dans l'Extrême-Nord dit : « *Je cherche l'intégration à la société à l'heure actuelle, mais dans le cas contraire je peux facilement m'engager pour m'occuper afin d'oublier les soucis que la vie me procure* » et il ajoute « *l'avenir pour un jeune qui intègre un groupe armé n'est pas durable, mais cela peut suffire pour un désespéré comme moi. La classe politique doit être consciente de la situation que les jeunes vivent.* »

Dans tous les cas, les raisons avancées sont diverses, et ici l'argent et la nécessité alimentaire ou matérielle ne sont pas les premières des motivations susceptibles de faire basculer un jeune vers un groupe armé : un ras-le-bol général, une envie de changement politique, la défense de son village, la défense de sa religion, apparaissent comme autant de raisons de s'enrôler.

Voici quelques explications données par les jeunes :

Un jeune artiste de Yaoundé (29 ans) : « *Pour défendre ma liberté et mes opinions si jamais elles sont menacées car c'est cela qui me donne à savoir que je vis encore !* ». « *Moi c'est pour aller en Europe !* », déclare cette jeune de Maroua (23 ans). Un jeune sans emploi de Garoua-Boulaï affirme : « *Je m'engagerai dans ce groupe dans le cas où le gouvernement bafoue la constitution, et à cause de la mauvaise gouvernance et la non prise en charge des jeunes diplômés.* » À Bertoua, une jeune fille de 25 ans nous explique : « *Un groupe armé est une oreille qui entend la révolte des jeunes et comprend leur frustration. Si le pays me déçoit encore plus, je m'engagerai dans ces groupes.* » Une élève de 17 ans à Yaoundé : « *Je peux m'engager dans un groupe armé pour sauvegarder l'idéologie de notre religion, si on s'en prend aux Écrits et aux livres sacrés de l'Église.* »

Si on regarde par région, il y a une homogénéité dans les réponses. C'est seulement dans l'Adamaoua qu'une majorité de jeunes a donné des raisons de s'engager (60 %) tandis que 93 % pense qu'il n'y a vraiment pas d'avenir durable à s'engager dans un groupe. On notera aussi que c'est à l'Extrême-Nord qu'on trouve la plus grosse proportion de jeunes disant n'avoir aucune motivation à rejoindre un groupe armé (65,5 %). Tandis qu'au Nord, 20 % des enquêtés affirment que l'enrôlement peut assurer un avenir durable (plus forte proportion sur les 6 régions).

Si on analyse les réponses par catégories socioprofessionnelles, on obtient des éléments intéressants. Pour les jeunes chômeurs, 51 % donnent des raisons de s'engager et 19 % d'entre eux assurent que leur avenir pourra être garanti en intégrant un groupe. En revanche, contrairement aux idées reçues, les enfants de la rue interrogés semblent faire preuve de beaucoup de bon sens, 67 % d'entre eux ne

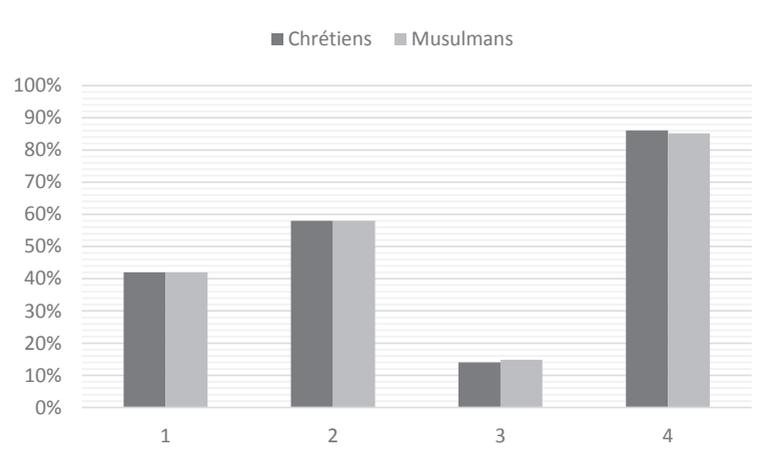
voient aucune raison à s'engager et la quasi-totalité nous dit clairement qu'il n'y a aucun avenir pour celui qui intègre un groupe armé.

Le plus souvent, les jeunes expliquent que l'avenir ne peut être durable dans ces conditions car le risque d'y perdre la vie ou d'être arrêté est bien trop élevé.

D'une manière générale, 58 % des jeunes ont répondu qu'ils n'avaient « aucune raison de s'engager », « pour rien au monde » et pour certains (musulmans et chrétiens confondus) car « ma religion ne me le permet pas ».

D'ailleurs pour finir, on constatera qu'il n'existe aucune différence d'opinion à ce sujet entre les jeunes des deux confessions (cf. fig.4).

Fig. 4 : Engagement et perspectives de l'enrôlement selon l'appartenance religieuse (%)



1. S'engagerai
2. Ne s'engagerai jamais
3. Assure un avenir durable
4. N'assure pas un avenir durable

Situation de la jeunesse...

Extrait du chapitre II du diagnostic de la situation de la jeunesse ; ministère de la Jeunesse, Politique nationale de la jeunesse, octobre 2006, Pp 19-38.

« L'analyse de la situation de la jeunesse a été effectuée à partir d'un certain nombre d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Pour ce faire, dix domaines ont été identifiés :

- l'éducation et la formation,
- l'emploi et l'insertion socio-économique,
- la santé,
- l'alimentation et la nutrition,
- la pauvreté,
- la participation citoyenne,
- les droits humains,
- les loisirs, les sports, la culture et le tourisme,
- la communication et les TIC,
- la mondialisation et le partenariat pour la promotion de la jeunesse

Malgré ces avancées, des problèmes demeurent tant au niveau du cadre social qu'à celui du système éducatif.

Au niveau du cadre social, le problème dominant est la faible qualité de l'éducation sociale en faveur des jeunes. Les causes de cette situation sont l'analphabétisme et l'indisponibilité de nombreux parents, les pratiques éducatives discriminantes selon les sexes, les préjugés, l'insuffisance des ressources et l'ignorance des droits de l'enfant.

Il convient d'ajouter dans ce registre, l'absence d'une stratégie d'encadrement de la jeunesse en déperdition ainsi que la démotivation des enseignants due à la pauvreté et à la baisse drastique des salaires.

Au niveau du système éducatif, la situation se caractérise par :

- la faiblesse de l'offre d'encadrement et de matériel pédagogique ;

- *l'insuffisance des infrastructures et des équipements, des ressources humaines et financières.*

Les difficultés sont accentuées par la variété des statuts des personnels, l'inadéquation formation/emploi et l'application insuffisante des dispositions réglementaires. »

4.4 Sur les causes de l'existence des groupes armés

Question 11 : Selon vous qu'est-ce qui peut justifier l'existence d'un groupe armé dans un pays ?

Cette question était une question ouverte, mais nous avons choisi de la traiter aussi de manière statistique afin de pouvoir décrypter plus facilement l'opinion de la jeunesse camerounaise sur cette question. Nous avons donc essayé de catégoriser les types de réponse.

Tab. 10 : résultats de la question 11 (en pourcentage par région)

Zones	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	NSP
Centre	3,5	5	4	7,5	12,5	31	1	12	6	4,5	4,5	1,5	0	0	7
Est	4	3,5	3,5	7	17	17,5	0,7	17,5	6,5	3	3,5	2,8	0,7	0	13
Adamaoua	0	4	23	5	7	40	0	2	5	3	2	4	2	0	2
Ouest	4	7	3,5	6,5	8	19	1,5	10,5	4	1,5	3,5	6	1	3,5	21
Nord	1	4	13,6	9	8,5	31	0	5	6	2	1	13,5	1	1	3,5
Extrême-Nord	4	3	9	9	12	22	0	11	4	3	4	10	2	0	8
6 régions	3	4,5	8	7,5	11	25,5	0,5	10,5	5	3	3,5	6	1	1	10

Types de réponses :

1. « le goût de certains individus pour le vandalisme », « la cruauté », « la folie » ou « la prise de drogue »...
2. « le gain facile », « l'argent », « l'intérêt personnel »...
3. Manquements de l'État/jeunes, manque d'encadrement de la jeunesse, absence d'alternative d'avenir pour les jeunes, exclusion des jeunes du pouvoir
4. Mauvaise répartition des richesses et déséquilibres régionaux, abandon de certaines régions par l'État
5. La corruption, les détournements de fonds des dirigeants
6. La pauvreté, la précarité, l'exclusion, le chômage, les inégalités...
7. Le manque de patriotisme
8. Les manigances politiques, la lutte pour le pouvoir
9. Tribalisme, communautarisme, séparatisme, stigmatisation de certaines communautés
10. L'instabilité politique

11. L'ingérence étrangère, l'Occident...
 12. Faiblesse de l'État/sécurité aux frontières. Mauvaises relations avec les pays voisins. Mauvais contrôle des réfugiés
 13. Les exactions et abus commis par les forces de l'ordre
 14. Les ressources naturelles du pays, les richesses minières...
- NSP = « Je n'en ai aucune idée », « je ne sais pas » ou « il n'y a aucune raison »

Pour un jeune sur quatre, c'est donc la misère, l'exclusion, les inégalités, la précarité de la population et des jeunes en particulier qui constituent le terreau des groupes armés. Dans l'Adamaoua, 40 % des enquêtés pensent que ces maux constituent réellement la cause de l'éclosion de ces groupes. Mais beaucoup de jeunes vont plus loin dans leur réflexion et on comprend qu'ils sont sensibles aux problèmes de gouvernance.

Ainsi les problèmes liés directement à la jeunesse (8 %), laissée pour compte et frustrée, pour qui dans beaucoup de domaines les opportunités d'accéder à des postes de responsabilité restent quasi-inexistantes, sont une des raisons qui explique le développement des groupes armés. Dans l'Adamaoua (23 %) et le Nord (13,6 %), cette opinion est encore plus ressentie.

Un jeune étudiant de Yaoundé déclare : « *Les individus ne se sentent pas écoutés par le régime en place et décident de se faire entendre par la force.* »

Le sentiment d'inégalité entre les régions et surtout d'abandon de certaines régions par l'État semble aussi être un des facteurs importants pour les jeunes Camerounais et davantage chez ceux habitant au Nord et à l'Extrême-Nord (9 %).

Les problèmes de corruption et de détournements de fonds par les dirigeants (11 %) sont une cause également largement partagée dans les 6 zones d'enquêtes, 17 % à l'Est...

À Bertoua, pour une jeune (25 ans) les causes sont les suivantes : « *le non-respect des lois par les autorités, des contrats, le manque de considération de la part des administrateurs envers les administrés...* »

En revanche, 10,5 % des jeunes pensent que les activités des groupes armés sont principalement la conséquence des manigances politiques, c'est-à-dire les manipulations de la part des leaders politiques pour garder ou conquérir le pouvoir, donc au non-respect des processus démocratiques. Toujours à l'Est, ce sentiment constitue 17,5 % des opinions exprimées.

La faiblesse de l'État en matière de sécurité, notamment aux frontières est aussi un problème partagée par quelques jeunes particulièrement au Nord et à l'Extrême-Nord.

Les problèmes de tribalisme ou plus généralement de communautarisme préoccupent aussi certains jeunes (5 % des réponses).

On notera enfin une petite tendance plus spécifique à la zone du Noun où quelques jeunes ont attiré l'attention sur le fait qu'un pays riche en ressources (notamment minières) pouvait être la cible de groupes armés ; paradoxe de l'abondance dont certains pays africains font régulièrement la triste expérience.

4.5 Sur la perception qu'a la société d'un jeune enrôlé

Question 12 : Selon vous, quelle perception la société a-t-elle d'un jeune qui entre dans un groupe armé ?

Pour une grande majorité, les enquêtés pensent que la société condamne sévèrement un jeune qui entre dans un groupe armé. Le plus souvent eux-mêmes ont des propos très durs, les termes employés parlent d'exclusion ou même d'éliminer physiquement ces jeunes. Il y a donc très peu de compassion et de toute façon les jeunes pensent que leurs camarades partis dans les groupes sont irrécupérables, qu'on ne peut pas les réintégrer et qu'ils resteront une menace pour la société. Dans l'Extrême-Nord et dans l'Est, on précise que le jeune enrôlé ne pourra pas revenir impunément au village. Nous avons pu vérifier à travers les entretiens faits avec les aînés que ce genre d'opinion était effectivement très partagée au sein de la population.

Notons que cette exclusion s'applique aussi à toutes les personnes jugées délinquantes. De nombreuses familles rejettent systématiquement un membre qui a séjourné en prison par exemple. Et on peut penser que cette stigmatisation augure des fragmentations sociales qui cristallisent les sentiments et génèrent des esprits revanchards.

La petite minorité qui pense au contraire qu'on doit tout essayer pour réintégrer ces jeunes, argumente en précisant que ce sont d'abord des êtres humains et qu'ils ne sont pas forcément responsables de leurs actes. Les responsables étant les parents, le gouvernement, la situation du pays en générale. Là aussi les entretiens passés avec les personnes-ressources montrent qu'une bonne partie des parents, des responsables

et des leaders se désresponsabilisent du problème ou tendent à faire inculper la faute à l'autre.

Un jeune de Yaoundé dira « au lieu de les éviter et de les condamner, il vaut mieux chercher pourquoi ils posent de tels actes... ».

Cela doit amener à réfléchir sur l'importance du travail de réintégration, à l'heure où l'on commence à parler du retour de jeunes camerounais du Nigéria devant les difficultés militaires que semble connaître Boko Haram.

4.6 Sur Boko Haram

Question 13 : Que représente pour vous un groupe comme Boko Haram ?

À cette question aussi, les jeunes Camerounais interrogés condamnent dans une très grande majorité les agissements de la secte Boko Haram. Toutes régions et catégories confondues, toutes religions confondues, avec toutefois des propos souvent plus sévères de la part des jeunes musulmans.

Les enquêtés expliquent qu'il faut combattre afin d'éradiquer ce groupe, que c'est une grande menace pour le Cameroun, pour l'Afrique et même pour le monde entier, « nous n'en voulons pas ! », « ils veulent nous faire revenir en arrière »...

Mais surtout ce qui revient régulièrement est que les jeunes ne comprennent pas les revendications et les motivations de Boko Haram. On ne comprend pas cette contradiction entre les motivations djihadistes avancées, la lutte contre « l'éducation occidentale » et les massacres perpétrés par

le groupe. « Ce sont des personnes qui bafouent l'islam », et certains jeunes musulmans exprimeront leur crainte face à la stigmatisation que subit leur communauté et critiquent les médias qui emploient le terme de « secte islamiste ».

Des jeunes affirment quant à eux que c'est un groupe manipulé par l'Occident ou par des puissances étrangères de la sous-région afin de déstabiliser le Cameroun. D'autres encore pensent que c'est un genre de châtement divin, « le Mal » qui annonce la fin du monde.

Il est donc difficile de trouver des jeunes qui soutiennent la secte. Quelques personnes croient tout de même que c'est un groupe qui lutte pour l'égalité et contre les gouvernements corrompus. On retiendra par exemple cette phrase d'un jeune : « *Boko Haram est un groupe à caractère humanitaire car il lutte pour la cause politique. C'est un groupe qui s'insurge contre les dirigeants de mauvaise foi.* ».

4.7 Sur les solutions pour combattre les groupes armés

Question 14 : Comment l'État peut-il combattre les groupes armés ? (QCM)

Il ressort de l'analyse des données récoltées pour cette question que les jeunes voient trois principaux axes sur lesquels l'État doit travailler pour prévenir l'enrôlement des jeunes et le développement des groupes armés. On voit bien à travers les réponses que les jeunes Camerounais ont compris que la force seule ne peut résoudre durablement le problème, mais que les causes sont plus profondes et doivent être traitées avec précaution.

Le choix le plus plébiscité avec 43 % est que l'État doit avant tout créer des emplois pour la jeunesse. Certains évoquant notamment la nécessité de valoriser le travail informel qui doit faire l'objet d'un suivi par l'État.

Le choix d'utiliser les forces de défense arrivant en seconde position avec 38 %, puis de manière plus générale, l'État doit remplir sa mission d'améliorer les conditions de vie des populations (31,5 %) s'il veut régler durablement le problème des groupes armés et empêcher les jeunes de s'y engager. Les jeunes ont notamment parlé ici d'éducation et de justice sociale.

Une jeune femme de Bertoua déclare que la solution c'est : « *Une bonne éducation pour tous. On constate aujourd'hui que les bonnes écoles sont pour les riches. Il faut que les institutions soient accessibles aux jeunes, que l'État mette l'accent sur la méritocratie.* »

Un lycéen de Yaoundé dit aussi : « *Il faut mettre fin à la corruption où on veut faire passer seulement les enfants des riches...* »

À Yaoundé toujours, un enfant de la rue affirme également qu'il faut : « *créer des logements sociaux pour les enfants de la rue, des écoles adaptées pour eux et un suivi.* »

De manière plus localisée, le contrôle des frontières (15,5 %) et le renforcement de la collaboration entre l'armée et la population (17,5 %) sont les deux autres propositions souhaitées par les jeunes, notamment à l'Est, dans l'Adamaoua et dans l'Extrême-Nord.

À l'Est, un jeune pense que : « *Le gouvernement doit communiquer avec la population sur la situation réelle du pays, sur ce qui se passe réellement...* »

Un étudiant de Yaoundé (23 ans) pense lui que : « *les autorités doivent user de la communication pour faire tomber les préjugés entre musulmans et chrétiens.* »

Les jeunes sont donc conscients qu'il y a un besoin de resserrer les liens entre la population et les autorités pour combattre ce fléau, un besoin de confiance en accédant à de bonnes informations et pas seulement à travers les rumeurs.

À ce propos, 15 % des jeunes pensent aussi que le recrutement des jeunes dans l'armée constitue une solution que l'État doit continuer à mettre en œuvre, mais beaucoup précisent qu'il faut renforcer le niveau d'instruction militaire (la préparation) et surtout être plus rigoureux dans le recrutement.

C'est ce sentiment qu'une étudiante de Maroua partage : « *L'État doit éviter un recrutement désordonné comme il le fait maintenant.* »

On note aussi que de nombreuses personnes interrogées (près de 22 %) ont voulu proposer d'autres solutions. Parmi les plus répandues, on trouve d'abord les questions de démocratie et d'alternance politique (5 %), idées très partagées par les jeunes de l'Extrême-Nord (11 %). Le travail avec les jeunes particulièrement sur la sensibilisation est aussi une solution exprimée. Enfin la nécessité du dialogue, voire de la négociation avec certains groupes a été émise par quelques jeunes, notamment à l'Est et à l'Ouest.

Tab.11 : Résultats de la question 14 (en % par région)

Zones	1	2	3	4	5	6	7	8
Centre	45	33,5	11,5	30,5	13,5	11,5	4,5	19,5
Est	51	31	29	30	16	13	2	12,5
Adamaoua	41	35	22	53,5	15,5	17,5	5	7
Ouest	31	28	15	43,5	14,5	19	6	19
Nord	34,5	46	13,5	60	17	12	9	6
Extrême-Nord	31	24	18,5	50	18	17	5,5	31
6 régions	38	31,5	17,5	43	15,5	15	5	22

Choix de réponses

1. En utilisant la force de défense pour les combattre
2. En améliorant les conditions de vie de la population
3. En renforçant le renseignement entre la population et les forces armées
4. En créant des emplois pour la jeunesse
5. En renforçant les contrôles au niveau des frontières
6. En procédant au recrutement massif dans les forces armées
7. En donnant aux groupes armés ce qu'ils revendiquent
8. Autres

5.

Les grandes tendances observées

Nous présentons ici les principales tendances qui ressortent de l'analyse des données quantitatives et des témoignages recueillis à travers les 14 questions traitées précédemment.

5.1. Le fait religieux : au-delà des préjugés

Un de nos souhaits au début de l'étude était de pouvoir observer l'opinion des jeunes sur l'importance des aspects religieux dans le problème de l'enrôlement et des groupes armés. Les jeunes pensent-ils que la religion est une des principales causes dans le développement de ces groupes ou est-elle simplement instrumentalisée ? La jeunesse camerounaise verse-t-elle dans la stigmatisation et le préjugé ? Existe-t-il de grandes différences d'opinion entre jeunes de différentes confessions ?

On peut voir dans les réponses des enquêtés que l'aspect religieux ne ressort jamais en premier que ce soit pour expliquer les motivations des jeunes à s'enrôler ou les causes de l'existence de groupes armés. 13% des jeunes seulement pensent que la religion peut constituer une raison de s'enrôler, mais elle n'apparaît pas lorsque les jeunes sont amenés à réfléchir sur le développement des groupes. Le phénomène

Boko Haram ne semble pas avoir réussi à faire naître ce sentiment, du moins à l'échelle du pays et pour la grande majorité des jeunes enquêtés, au contraire les agissements confus de la « secte armée ». L'absence aujourd'hui de revendications claires semble avoir plutôt amené les jeunes à penser que la religion n'était pas véritablement au centre de son action.

Cependant, on a vu aussi que de manière plus localisée, la motivation religieuse à s'engager s'était un peu plus exprimée à l'Est et à l'Extrême-Nord que dans les autres régions. Les situations d'insécurité que connaissent ces deux régions ont donc créé de nouvelles tensions parfois sur des clivages préexistants et des sentiments de stigmatisation ou de frustration pour l'une ou l'autre des communautés.

D'ailleurs un bon nombre de jeunes demandent clairement une meilleure communication à ce niveau de la part de l'État et aussi des médias (nous y reviendrons) afin de ne pas créer plus de tensions entre les communautés. Car les jeunes ont aussi conscience qu'il existe un risque d'embrasement sur la base du prétexte religieux.

Enfin, nous pouvons clairement dire que les préjugés sur l'Islam en tant que vecteur de violence ou sur la propension des jeunes musulmans à tomber dans le terrorisme ne se fondent qu'à la lumière de certains faits qui dépassent les frontières du Cameroun, et sur lesquels les médias nationaux et internationaux, les politiques et les intellectuels ont tendance à se focaliser actuellement. Dans le quotidien et le comportement des jeunes, il ressort que les opinions et les réponses sont identiques qu'on soit chrétien ou musulman, et que la grande majorité des jeunes musulmans au Cameroun n'est pas prête à suivre Boko Haram, Al Khaida ou l'État Islamique qui sont au contraire considérés par ces mêmes jeunes comme des organisations qui donnent une fausse image de l'Islam.

5.2. Mécontentement et exclusion : terrains favorables à la violence

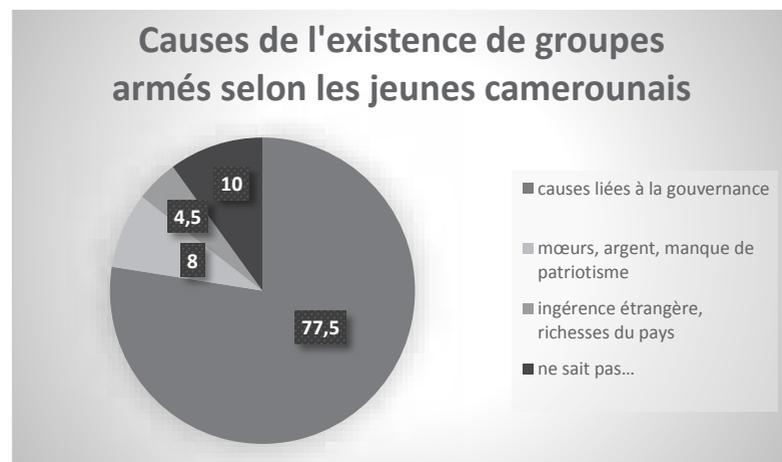
Le principal enseignement ressorti des données collectées au cours des enquêtes révèle un mécontentement vis-à-vis de l'État dans presque toutes les questions et qui est partagé par une majorité de jeunes.

Car même si la plupart des jeunes condamne les groupes armés et s'oppose à cette forme de violence, lorsqu'on aborde les motivations à l'enrôlement ou les facteurs de développement de ces groupes, les problèmes liés à la gouvernance dans le pays émergent, que ce soit pour dénoncer certaines dérives des autorités au niveau local ou pour exprimer un désaccord avec le système en général. Ici s'expriment d'ailleurs de différentes manières les sentiments d'exclusion et d'injustice partagés par bon nombre de jeunes quant à l'accès aux études et aux chances de réussite, à l'insertion professionnelle et à la participation à la gouvernance du pays, notamment à travers l'investissement dans la vie politique. Le sentiment que les secteurs clés de la vie du pays sont fatalement verrouillés et qu'il n'existe pas d'avenir crédible pour la jeunesse.

Si on revient par exemple sur la question 11 (4.4) en rapport avec les causes du développement de groupes armés et par conséquent de l'enrôlement des jeunes, en regroupant les réponses touchant aux problèmes de gouvernance, on voit que plus de 3 jeunes sur 4 enquêtés (77,5 %) estiment que c'est la mauvaise gouvernance d'un pays qui crée ces situations. Cette mal gouvernance se déclinant à travers les réponses par : le manque d'encadrement de la jeunesse, les déséquilibres en matière d'aménagement du territoire, la corruption généralisée et les abus de pouvoir, le tribalisme

dans la vie politique et économique ou la capacité de l'État à gérer durablement les problèmes de sécurité.

Fig.4 : Causes de la présence de groupes armés dans un pays (%)



On l'observe aussi lorsqu'on regarde les solutions proposées par les jeunes qui, tout en défendant l'idée d'employer la manière forte à l'encontre des groupes armés, pensent que l'État doit s'attaquer aux problèmes de fond que sont l'éducation, la santé et l'emploi. Et ces réponses sonnent comme une interpellation des jeunes à l'attention des gouvernants, car on s'en rend compte, pour beaucoup de jeunes qui ne sont pas enclins a priori à la violence, la situation d'un pays comme le Cameroun est aujourd'hui un terreau favorable à l'émergence de dynamiques violentes même si elles ne sont pas forcément orchestrées par des groupes armés organisés. Ces derniers quant à eux, ont parfaitement intégré ces aspects et utilisent les frustrations des jeunes pour les attirer dans leurs groupes comme le montrent les informations récoltées sur les procédés de recrutement (4.2).

5.3. La confiance en l'armée

Le mécontentement que nous venons de décrire ne signifie pas pour autant une totale désunion entre les jeunes et toutes les institutions de la République. On constate que la jeunesse place une certaine confiance en l'armée camerounaise pour répondre à la menace sécuritaire posée par les groupes armés et en premier lieu par Boko Haram. Cette confiance s'apparente-t-elle plus à un cri du cœur face à l'agression, qu'à une confiance aveugle en son armée ? Les élans de solidarité et d'encouragements aux forces armées des jeunes camerounais ces derniers mois, montrent en tous cas une réelle compassion pour les compatriotes qui sécurisent actuellement les frontières du pays.

L'emploi de la force est donc préconisé par une grande partie des jeunes interrogés mais pas à n'importe quel prix. Beaucoup de jeunes demandent une modernisation des forces de défense et se questionnent sur la pertinence des recrutements massifs qui ont cours, le pays ayant besoin selon eux d'une armée professionnelle. Quelques-uns rappellent au passage que l'armée doit avoir un comportement exemplaire auprès des citoyens camerounais, évoquant l'existence d'abus et d'exactions, la collaboration demandée aux populations passant par cette réciprocité.

Les propos recueillis sur ces questions montrent une certaine maturité et un sens de la responsabilité qui contraste avec la vision critique qu'ont souvent les aînés à l'égard des jeunes. En rappelant ses devoirs à l'État et en restant solidaire dans les moments difficiles, la jeunesse camerounaise semble faire preuve d'un sens aigu de ce que devrait être la citoyenneté dans une démocratie, invitant ainsi les parties prenantes à la construction nationale, à un dialogue participatif.

5.4. Rumeur et rôle des médias : un besoin d'être bien informé

Plusieurs éléments amènent à se questionner sur le rôle que joue la rumeur dans le phénomène d'enrôlement. En effet, lorsqu'on étudie les éléments récoltés sur les procédés de recrutement par exemple, on peut se demander comment les jeunes connaissent-ils autant de choses, a fortiori ceux qui n'y ont pas été confrontés. Des informations circulent donc, certaines sont vraies et certaines sont proches du phantasme. Mais qui est à l'origine de ces informations sachant qu'il n'y a pas eu beaucoup de recherches faites à ce sujet au Cameroun et que les médias même s'ils l'évoquent régulièrement, n'ont pas à notre connaissance produit des investigations poussées dans ce sens ?

Il est difficile de répondre à cette question, quoiqu'il en soit les groupes armés et leurs recruteurs jouent de ces rumeurs pour faire croire aux jeunes à un avenir radieux, que combattre avec leur groupe leur procurera la richesse qui les a fui jusqu'à présent ou du moins un passeport pour l'Europe comme nous l'avons souligné plus haut (4.2).

Les médias ont certainement une part de responsabilité dans la diffusion de certaines rumeurs, et on sait combien les informations véhiculées dans les journaux et les médias camerounais sont largement débattues et amplifiées au sein de la population et jusque dans les cours des collèges et lycées. Sur ce point d'ailleurs, certains jeunes ont évoqué le devoir des médias d'informer et de sensibiliser la population, notamment afin de lutter contre la stigmatisation de certaines communautés.

On avait pu en effet observer après le discours du chef de l'État sur « l'entrée en guerre » du Cameroun contre Boko

Haram à l'issue du Sommet de Paris (le 17 mai 2014)¹², un début de stigmatisation des personnes originaires des régions septentrionales en général et des musulmans en particulier qui s'est transformée plus tard en clash entre élites de différentes régions par médias interposés¹³.

Le foisonnement de sites internet douteux d'obédience conspirationniste vers lesquels les jeunes préfèrent se détourner faute d'informations, jouent aussi un rôle dans la diffusion de certaines idées. Idem pour l'utilisation abusive des sms qui colportent des informations trop rapidement avant d'avoir été vérifiées.

Ces tendances montrent en tous cas qu'il y a un manque d'informations sûres au niveau de la population qui laisse le champ libre à cette rumeur et provoque une certaine confusion. Là encore, les autorités ont un rôle à jouer comme l'ont soulevé les jeunes enquêtés (4.7).

5.5. Le rôle de l'argent

L'argent joue un rôle prépondérant dans les processus d'enrôlement, il peut constituer une source de motivation pour certains jeunes et est utilisé par les recruteurs. Cependant, il nous semble important de remettre dans son contexte la place de l'argent afin de ne pas tomber dans certains stéréotypes qui font passer les jeunes camerounais pour des proies faciles face au pouvoir de l'argent.

Si on retrouve ce genre d'opinion dans les entretiens passés auprès de personnes-ressources « aînées » mais

12. <http://www.elysee.fr/declarations/article/conclusions-du-sommet-de-paris-pour-la-securite-au-nigeria>

13. Une polémique a vu le jour en septembre 2014 suite à une déclaration des élites de la Lékié (Région du Centre). <http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=18215>

aussi auprès des jeunes eux-mêmes, nous avons vu aussi que l'argent ne pouvait constituer le seul argument à s'engager. Les recruteurs par exemple, font aussi appel dans leur argumentaire, aux problématiques sociales et politiques ou à la religion, en se servant du sentiment d'injustice, de la frustration et du besoin de vengeance.

Les inégalités sociales et la misère ne sont-elles donc pas les véritables raisons qui conduisent à l'enrôlement dans les groupes armés ? Et dans bon nombre de cas, le choix de s'engager ne suivrait-il pas davantage une logique de subsistance plutôt qu'une logique d'enrichissement dirigée par l'avidité ?

Les conditions de vie difficiles d'une grande partie de la jeunesse camerounaise, les difficultés à trouver un emploi et le niveau de salaire très bas ne justifieraient-elles pas la recrudescence des groupes armés qui recrutent facilement auprès d'une jeunesse abandonnée à elle-même et en proie à la dure réalité de la vie quotidienne ?

5.6. Rural et urbain : une plus grande vulnérabilité des ruraux

Nous avons pu observer certaines différences d'opinions et de perceptions entre les jeunes ruraux et les jeunes vivants en ville. Sans tomber dans les clichés et sans faire de généralisation, la vision des jeunes ruraux semble parfois plus pragmatique, en condamnant de manière plus forte les jeunes qui s'enrôlent et l'action des groupes armés, ne leur trouvant aucune raison valable et sensée. Tandis que la vision des jeunes urbains peut paraître souvent plus nuancée en avançant pour certains, entre autres des raisons politiques.

Chez les jeunes cultivateurs particulièrement, les motivations à rejoindre un groupe armé ne peuvent à la limite se justifier que par l'intérêt financier. Ce motif reste néanmoins insuffisant pour ces jeunes vivants de la terre qui estiment le risque de s'engager trop élevé. En ce qui concerne leur opinion sur les groupes armés (4.1), on les considère plus comme des groupes de bandits semant le désordre, pas comme des groupes fréquentables et susceptibles de se battre pour une cause juste.

Cette vision des choses s'explique par une situation de plus grande vulnérabilité face à ces groupes, on perçoit une réelle crainte, un sentiment d'insécurité, à la lecture des réponses données par ces jeunes camerounais qui vivent souvent dans des zones plus enclavées où l'emprise de l'autorité de l'État à travers notamment les forces de sécurité, est souvent moindre que dans les grandes agglomérations. On a vu par exemple dans la région de l'Est que les jeunes cultivateurs étaient directement confrontés aux enlèvements et aux agressions de groupes vraisemblablement venant de la République Centrafricaine.

5.7. L'utilisation des croyances mystico-religieuses

Pour finir, nous tenions à analyser les éléments ressortis autour des pratiques mystico-religieuses dont l'emploi a été évoqué particulièrement sur la question des procédés de recrutement, et plus spécialement à l'Extrême-Nord, en lien avec Boko Haram.

En effet, le « maraboutage » a par exemple été cité pour enrôler les jeunes au moyen de prières destinées à attirer les jeunes vers le groupe, ou par l'utilisation de boissons pour posséder les personnes. Il a aussi été dit que certains recruteurs offraient des gri-gri aux jeunes, sensés les

protéger au combat, une manière de lever les craintes de ces derniers quant au risque élevé d'y perdre la vie. Et au cas où, les promesses de retrouver des vierges au paradis comme récompenses d'une mort en martyr.

Deux aspects nous semblent émaner de ce type de propos. D'abord, on voit bien que les groupes armés jouent sur les croyances mystiques des cultures locales pour essayer d'ama-douer des individus. Cependant, même si ces dires sont assez répandus au sein de la population, on ne sait objectivement pas si cette stratégie fonctionne, les données récoltées par la présente étude montrent plutôt que ce n'est en tout cas pas la première des motivations pour les jeunes.

Enfin, il y a lieu de se demander si ces propos ne sont pas, d'une certaine manière, véhiculés pour déresponsabiliser les jeunes qui s'enrôlent. Tout comme pour l'emploi de dro-gues qui seraient au même titre utilisées par les recruteurs, ces pratiques tendent plus à faire passer les jeunes pour des personnes sous emprise qui agiraient inconsciemment. On pourra retenir une fois de plus qu'il y a souvent une part de vrai et une part de phantasme dans l'opinion de la population lorsqu'il s'agit d'essayer d'expliquer ce que l'on voudrait inexplicable.

Conclusion

L'étude sur l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun apporte des éléments de compréhension sur la situation actuelle de la jeunesse : précarité, manque de confiance en l'avenir, désaccord avec certaines pratiques qui minent le développement du pays, sentiment d'injustice. Au final, une situation qui crée beaucoup de frustration au sein de la jeunesse et constitue une source de recrues pour les groupes armés.

Les stratégies de lutte contre l'enrôlement et plus générale-ment de prévention de la violence doivent donc prendre en compte cette situation. Dans ce sens, on comprend aussi que seules, les mesures de création d'emploi dans la fonction publique proposées ces dernières années aux jeunes camerou-nais, ne constituent pas une réponse suffisante pour contrer ces dynamiques qui dépassent les frontières du Cameroun.

Les décideurs et la classe politique dans son ensemble doivent d'une part travailler à la mise en place d'un système plus juste, en luttant notamment plus clairement contre la corruption. D'autre part, des politiques de promotion de la jeunesse doivent aussi être développées au niveau de la sous-région. Il en va de même des aspects sécuritaires qui doivent pouvoir être traités plus rapidement entre les États concernés. On voit bien aujourd'hui toutes les peines qu'ont

les pays concernés par la lutte contre Boko Haram à mettre en œuvre une force multinationale mixte.

La société civile et les partenaires internationaux au développement doivent aussi accentuer leurs efforts en direction de la jeunesse. Au niveau des projets de développement par exemple, les approches devraient cibler les jeunes en termes de participation et de leadership. On comprend à travers les propos et les réflexions exprimés par les enquêtés, qu'une bonne partie de la jeunesse est consciente et sait faire preuve de responsabilité. S'il en était autrement, la situation pourrait être pire au Cameroun en termes de violence.

On l'a vu, les jeunes en majorité savent dépasser certains préjugés relatifs aux clivages religieux ou ethniques par exemple, et n'adhèrent pas prioritairement aux pratiques d'un groupe comme Boko Haram sur une base religieuse. Le risque de confrontation interreligieuse tel que certains observateurs le prédisent est-il donc aussi élevé au Cameroun ?

Pour mettre un frein au recrutement des jeunes dans les groupes armés, le gouvernement, ainsi que les autres acteurs du développement, doivent prendre toute la mesure du désarroi de la jeunesse et agir en conséquence afin que d'autres groupes, avec d'autres stratégies ne puissent trouver les arguments pour séduire les jeunes camerounais dans un futur proche ou lointain.

Table des matières

Avant-propos.....	5
1. Objectifs de l'étude	9
2. Méthodologie et mise en œuvre de l'étude.....	13
2.1. Sur la recherche-action	13
2.2. Sur la légitimité et les limites de l'étude.....	15
2.3. Durée du projet.....	16
2.4. Outils d'enquête	17
2.5. Zonage, échantillonnage et groupes-cibles	18
2.5.1. Zones d'enquêtes.....	18
2.5.2. Groupes-cibles et échantillonnage	19
2.6. Dispositif de recherche	20
2.6.1. Le Comité scientifique :.....	20
2.6.2. Mise en œuvre des enquêtes	21
2.7. Difficultés rencontrées	22
3. Profil social des jeunes enquêtés	25
3.1. Répartition des effectifs par sexe	25
3.2. Moyenne d'âge sur l'ensemble des effectifs	26
3.3. Répartition par confession religieuse	26
3.4. Répartition par statut ou catégorie socioprofessionnelle	27
3.5. Répartition suivant la situation familiale.....	27
3.6. Répartition suivant les conditions d'existence	28

4. Présentation des résultats par question.....	29
4.1. Sur la perception et la connaissance des groupes armés	29
4.2 Sur les procédés de recrutement.....	39
4.3 Sur les motivations à s'enrôler	46
4.4 Sur les causes de l'existence des groupes armés	52
4.5 Sur la perception qu'a la société d'un jeune enrôlé	56
4.6 Sur Boko Haram	57
4.7 Sur les solutions pour combattre les groupes armés.....	58
5. Les grandes tendances observées.....	63
5.1. Le fait religieux : au-delà des préjugés.....	63
5.2. Mécontentement et exclusion : terrains favorables à la violence.....	65
5.3. La confiance en l'armée	67
5.4. Rumeur et rôle des médias : un besoin d'être bien informé	68
5.5. Le rôle de l'argent	69
5.6. Rural et urbain : une plus grande vulnérabilité des ruraux	70
5.7. L'utilisation des croyances mystico-religieuses.....	71
Conclusion.....	73

Réalisation

Éditions CLÉ, Yaoundé, 2015.

B.P. 1501 Tél. (237) 222 22 35 54 / Fax (237) 222 23 27 09

Email: editionsacle@yahoo.fr

L'ENRÔLEMENT DES JEUNES DANS LES GROUPES ARMÉS AU CAMEROUN

Si on savait que certains jeunes Camerounais se faisaient déjà recruter par les gangs dans les grandes métropoles ou des bandes de « coupeurs de route », l'enrôlement dans des groupes de plus grande envergure comme Boko Haram semble être un fait nouveau, du moins sur le territoire camerounais. Il existe aussi très peu de littérature scientifique sur le sujet à notre connaissance, en comparaison avec les études menées en Afrique de l'Ouest autour des conflits libériens et sierra-léonais, ou dans la région des Grands Lacs. Le but de cette étude est donc de disposer d'un outil contribuant à la lutte contre l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.

ISBN : 978-9956-0-9364-9

